



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ADDIPLAST S.A.

Z.I. de Campine
43620 Saint-Pal-De-Mons

Références : UiD4243-EAR-26-96
Code AIOT : 0005600255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement ADDIPLAST S.A. implanté Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 18/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADDIPLAST S.A.
- Z.I. de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005600255
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Addiplast est une société spécialisée dans le compoundage. Son activité consiste à transformer des granulés plastiques en y apportant des caractéristiques spécifiques (couleur, résistance, élasticité...).

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 1	Sans objet
2	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 8.4	Sans objet
3	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 10	Sans objet
4	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 11.2	Sans objet
5	Tour réfrigérante	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 12.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés lors de cette visite se sont révélés conformes aux prescriptions fixées par la réglementation. Sur le plan administratif, l'exploitant restait en attente de la décision suite au dépôt de sa demande d'examen au cas par cas. Cette décision lui a été notifiée à la suite de l'inspection, lui permettant ainsi de poursuivre la rédaction du dossier de demande d'autorisation qui lui permettra de régulariser sa situation administrative et de finaliser sa volonté de regrouper Addiplast et Addikem sous une seule entité ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Point de situation administrative : L'inspection va permettre de faire un point sur le dossier de demande d'autorisation environnementale en attente afin de régulariser la situation administrative du site en lien avec l'utilisation d'un nouveau bâtiment de stockage et d'unifier les sites d'Addiplast et d'Addikem au sein d'un même site ICPE.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant était en attente de la décision relative au dossier de cas par cas déposé en juillet 2025 afin de pouvoir poursuivre la rédaction du dossier de demande d'autorisation relative à cette régularisation. Cette décision a été signée par le corps préfectoral le 27 août 2025 mais l'exploitant a indiqué ne

pas l'avoir reçue.

Suite à cette inspection, la décision a été transmise par mail à l'exploitant qui va ainsi pouvoir poursuivre la rédaction du dossier de demande d'autorisation pour régulariser sa situation administrative.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, Atex ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. (...)

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de défense incendie en cours de rédaction recensant les zones à risques avec leur nature et leur emplacement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

La défense intérieure contre l'incendie comprendra :

- des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 l minimum, conformes aux normes, à raison d'un appareil pour 200 m², avec un minimum d'un par niveau.

- des extincteurs appropriés aux risques particuliers.

Tous les extincteurs doivent facilement être accessibles et utilisables par le personnel de l'établissement. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés au moins une fois par an.

- de RIA, de manière à ce que tout point puisse être atteint par un jet de lance. Ceux-ci devront, en outre, être placée à proximité immédiate des issues. (...)

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté, par échantillonnage :

- la présence d'extincteurs portatifs;
- la présence d'extincteurs;

<ul style="list-style-type: none"> la présence de RIA. <p>Leurs emplacements étaient indiqués, ils étaient facilement accessibles et semblaient en bon état.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les zones à risques de l'établissement, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits..) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise d'activité, une vérification des installations doivent être effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » dans les zones à risques de l'établissement doit être affichée en caractères apparents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un permis d'intervention type et un permis de feu type.</p> <p>Ces documents sont complétés dès lors que des travaux de réparation ou d'aménagement doivent être réalisés sur le site.</p> <p>Ils reprennent les éléments indiqués dans la prescription et sont signés par l'exploitant et par le prestataire extérieur le cas échéant.</p> <p>À la fin du chantier, une surveillance est réalisée par l'exploitant en 2 passages. Le premier 1 h après les travaux, le deuxième, 2 h après les travaux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Tour réfrigérante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 12.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés mensuellement ; - les périodes de fonctionnement et d'arrêt ; - les opérations de vidange, nettoyage et désinfection (dates/nature des opérations/identification

des intervenants/nature et concentration des produits de traitement/conditions de mise en œuvre) ;

- les fonctionnements pouvant conduire à créer temporairement des bras morts ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations ;
- les prélèvements et analyses effectués : concentration en légionelles, température, conductivité, pH, TH, TAC, Chlorures etc..

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installation, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- les procédures (plan de formation, plan d'entretien, plan de surveillance, arrêt immédiat, action à mener en cas de dépassement de seuils, méthodologie d'analyse de risque...) ;
- les bilans périodiques relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les rapports d'incidents ;
- les analyses de risques et actualisations successives ;
- les notices techniques de tous les équipements présents dans l'installation.

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté un tableur faisant office de carnet de suivi et mentionnant :

- les volumes d'eau consommés mensuellement;
- les périodes d'arrêt et de fonctionnement;
- les opérations de vidange, nettoyage et désinfection;
- les prélèvements et analyses effectués.

L'exploitant a indiqué que les installations ne possédaient ni bras mort, ni dévésiculeurs et qu'aucune modification n'avait été apportée aux installations depuis presque 10 ans.

Concernant les annexes, l'exploitant a été en mesure de présenter tous les documents listés dans la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite